

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1 – Bilans consolidés condensés au 30 juin 2009 et 31 décembre 2008 en normes IFRS

(en milliers d'euros)		30/06/09	31/12/08
<b>Actif</b>			
Ecarts d'acquisition nets	note 11	7 295	6 849
Immobilisations incorporelles nettes	note 10	3 047	2 922
Immobilisations corporelles nettes	note 12	3 583	3 509
Participation dans les entreprises associées	note 13	4	-30
Autres actifs financiers non courants	note 14	528	527
Actifs d'impôt différé	note 8	882	970
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>15 339</b>	<b>14 747</b>
Stocks et en-cours nets		75	144
Créances clients et comptes rattachés net	note 15	11 878	9 317
Autres actifs courants	note 16	11 061	9 402
Actifs d'impôts courants	note 16	0	0
Charges constatées d'avances	note 17	1 373	1 057
Trésorerie et équivalents de trésorerie	note 18	2 131	2 636
<b>Total des actifs courants</b>		<b>26 518</b>	<b>22 526</b>
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
<b>Total actif</b>		<b>41 857</b>	<b>37 273</b>
<b>Passif</b>			
Capital		2 537	2 537
Primes et autres réserves consolidées		830	385
Résultat de l'exercice		376	439
<b>Capitaux Propres part du groupe</b>		<b>3 743</b>	<b>3 361</b>
Intérêts minoritaires		-88	-148
<b>Capitaux propres totaux</b>	note 19	<b>3 655</b>	<b>3 213</b>
Provisions non courantes	note 20	234	231
Dettes financières à long terme	note 21	1 315	1 607
Passifs d'impôts différés	note 8	0	0
<b>Total passifs non courants</b>		<b>1 549</b>	<b>1 838</b>
Provisions courantes	note 20	55	84
Dettes financières à court terme	note 21	11 483	9 429
Dettes fournisseurs	note 22	10 743	8 400
Autres passifs courants	note 22	13 992	13 562
Produits constatés d'avance	note 17	380	747
<b>Total passifs courants</b>		<b>36 653</b>	<b>32 222</b>
Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
<b>Total passif</b>		<b>41 857</b>	<b>37 273</b>

2 – Comptes de résultat consolidés et état du résultat global consolidé

Comptes de résultat consolidés (en milliers d'euros)		1er semestre 2009	1er semestre 2008	Année 2008
	Revenus	<b>18 595</b>	<b>18 349</b>	38 897
<b>Produits des activités ordinaires</b>	note 5	<b>18 595</b>	<b>18 349</b>	<b>38 897</b>
	Achats et variations de stocks	-334	-529	-1 103
	Charges externes	-13 596	-12 766	-28 042
	Charges de personnel	-2 241	-3 105	-6 124
	Impôts et taxes	-370	-427	-1 092
	Dotation aux amortissements et provisions nettes	-1 475	-1 105	-2 541
	Autres produits et charges opérationnels	84	-4	551
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>663</b>	<b>413</b>	<b>546</b>
	Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	0	-56	-7
<b>Résultat des activités ordinaires</b>		<b>663</b>	<b>357</b>	<b>539</b>
	Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	14	34	156
	Coût de l'endettement financier brut	-242	-357	-826
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	note 7	<b>-228</b>	<b>-323</b>	<b>-670</b>
	Impôts sur les bénéfices	-87	49	-290
<b>Résultat net consolidé total</b>		<b>348</b>	<b>83</b>	<b>159</b>
	Résultat revenant aux Minoritaires	-28	-276	-280
<b>Résultat Net part du groupe</b>		<b>376</b>	<b>359</b>	<b>439</b>
Résultat net par action	note 9			
- de base		0.23€	0.22€	0.26 €
- dilué		0.23€	0.22€	0.26 €

Etat du résultat global consolidés (en milliers d'euros)		1er semestre 2009	1er semestre 2008	Année 2008
<b>Résultat Net</b>		<b>348</b>	<b>83</b>	<b>159</b>
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		0	160	0
<b>Résultat global de la période</b>		<b>348</b>	<b>243</b>	<b>159</b>
	Dont part du groupe	376	519	439
	Dont part des intérêts minoritaires	-28	-276	-280

3 – Tableaux de flux de trésorerie consolidés condensés des premiers semestres 2008 & 2009 en normes IFRS

	<b>30/06/09</b>	<b>30/06/08</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
<b>Résultat net</b>	<b>376</b>	<b>359</b>
Part des minoritaires	-28	-276
Quote-part dans le résultat sociétés en équivalence	0	56
Dividende reçu des sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations nettes aux amortissements	768	636
Dotations nettes des provisions	-26	1
Dotations sur écarts d'acquisition	6	33
Charges calculées liées aux paiements en actions	302	281
Plus et moins-values de cession d'actifs immobilisés	87	-49
Impôts différés	228	323
Intérêts financiers nets	<b>1 713</b>	<b>1 364</b>
<b>Capacité d'autofinancement</b>		
Variation des frais financiers	39	23
Variation des stocks	-2 561	775
Variation des créances clients et comptes rattachés	2 343	747
Variation des dettes fournisseurs	-1 226	-6 619
Variation des autres créances et dettes	-683	-1 443
Variation des charges et produits constatés d'avance	0	0
Variation sur actifs/passifs destinés à être vendus	<b>-2 088</b>	<b>-6 517</b>
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement</b>		
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>-375</b>	<b>-5 153</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Décaissement / acquisitions immos incorporelles	-341	-479
Décaissement / acquisitions immos corporelles	-2 185	-1 663
Décaissement / acquisitions immos financières	-53	-106
Encaissement / cession d'immos corporelles	1 093	2 145
Encaissement / cession d'immos incorporelles	0	0
Encaissement / cession d'immos financières	52	12
Décaissements sur acquisitions d'agences	-434	-693
Encaissements sur cessions d'agences	205	0
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-1 663</b>	<b>-784</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Variation du compte courant	0	0
Encaissement provenant des lignes de crédit	12 858	7 697
Décaissement provenant des lignes de crédit	-12 212	-2 837
Décaissements provenant du remboursement de crédit-bail	-258	-313
Intérêts financiers nets versés	-321	-287
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>67</b>	<b>4 260</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>- 1 971</b>	<b>- 1 677</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	1 089	441
Trésorerie nette à la clôture	-3 060	-1 236

#### 4 – Etat des variations des capitaux propres consolidés.

	Capital	Primes et Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>Capitaux propres au 01/01/08</b>	<b>2 535</b>	<b>331</b>	<b>2 866</b>	<b>-384</b>	<b>2 482</b>
Résultat 1 <sup>er</sup> sem 2008		359	359	-276	83
Réserves stocks-options		33	33	0	33
Instruments dérivés		160	160	0	160
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires		4	4	-4	0
<b>Capitaux propres au 30/06/08</b>	<b>2 535</b>	<b>887</b>	<b>3 422</b>	<b>-664</b>	<b>2 758</b>
Résultat 2 <sup>ème</sup> sem 2008		80	80	-4	76
Réserves stocks-options		27	27		27
Instruments dérivés		-160	-160		-160
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires		-8	-8	520	512
Augmentation de capital	2	-2	0		0
<b>Capitaux propres au 31/12/08</b>	<b>2 537</b>	<b>824</b>	<b>3 361</b>	<b>-148</b>	<b>3 213</b>
Résultat 1 <sup>er</sup> sem 2009		376	376	-28	348
Réserves stocks-options		6	6		6
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires				88	88
<b>Capitaux propres au 30/06/09</b>	<b>2 537</b>	<b>1 206</b>	<b>3 743</b>	<b>-88</b>	<b>3 655</b>

Au 30/06/09, le nombre d'actions s'élève à 1 669 442 dont 1 201 495 actions à vote double.

### C – Notes annexes aux comptes consolidés condensés

#### 1 – Informations relatives à l'entreprise

Le groupe ADA est une société anonyme de droit français, immatriculée en France soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. ADA a été constituée le 5 septembre 1986 et la société expirera le 4 septembre 2085, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Elle a son siège au 22/28 rue Henri Barbusse – 92 110 CLICHY (France) et est cotée à Paris.

La société a pour principale activité, le développement et l'animation d'un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l'enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Par ailleurs, ADA exploite directement certaines agences.

Les états financiers consolidés condensés reflètent la situation comptable d'ADA et de ses filiales (le « Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées. Ils sont présentés en euro arrondis au millier le plus proche.

En date du 29 juillet 2009, le Conseil d'Administration a arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2009 et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 30 juin 2009.

#### 2 – Principes comptables et modalités de consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2008, à l'exception des normes et interprétations d'application obligatoires pour les exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Le Groupe n'a anticipé aucun amendement, exposés sondages ou interprétations publiés par l'IASB et/ou en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 30 juin 2009 au sein de l'Union Européenne.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée : Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé).
- IFRS 8, Secteurs opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Cette norme introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. L'organisation actuelle de la société et de ses services n'entraîne pas de changement entre l'application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et celle d'IAS 14 « Information sectorielle ». En effet, les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux segments d'activité primaires définis lors de l'application de la norme IAS 14. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 5.

Seul le calcul de l'impôt repose sur une méthode d'évaluation spécifique aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Le calcul d'impôt de la période est le résultat du produit du taux effectif annuel d'impôt estimé, appliqué au résultat comptable de la période. L'estimation du taux effectif annuel d'impôt prend notamment en considération la reconnaissance prévue sur l'exercice des actifs d'impôt différé précédemment non reconnus.

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée, Coûts d'emprunts
- IFRS 2 révisée, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations
- IAS 32 et IAS 1 révisées, Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation
- IFRS 1 et IAS 27 révisées, Eléments relatifs à la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14 : IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Améliorations des normes IFRS sauf pour IFRS 5 applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2009

Les principes appliqués ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des interprétations suivantes endossées par l'Union Européenne sont sans incidence sur les comptes du Groupe :

- IFRIC12 – Concessions de service, obligatoire aux exercices ouverts au 30 mars 2009
- IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, obligatoire aux exercices ouverts au 30 juin 2009.

Les normes et interprétations, présentées ci-après, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne seront sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe:

- IFRS 7 révisée, Améliorations des informations à donner sur les instruments financiers
- IFRIC 15, Accords pour la construction d'un bien immobilier

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### 3 – Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

La préparation des comptes consolidés conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la Direction de la Société. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et sont établies en fonctions des informations disponibles lors de leur établissement. Elles s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision.

Dans ce contexte, les conditions de l'appréciation de la liquidité et de la continuité de l'exploitation du groupe à travers ses approvisionnements (parc de véhicules) et l'essentiel de leur financement n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2008. Ainsi, l'approvisionnement en véhicules et leur financement est assuré. Les estimations réalisées tiennent compte des engagements reçus et signés en la matière.

Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

**- Créances clients**

La provision pour dépréciation des créances clients est évaluée en fonction d'un taux de dépréciation qui tient compte de l'ancienneté de la créance. Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d'arrêté des comptes sur toutes les créances significatives.

L'impact total sur le compte de résultat de ces mouvements, en considérant les dotations et les reprises de la période ainsi que les passages en perte, est une charge de 692 K€ au 30 juin 2009 contre une charge de 397 K€ au 30 juin 2008.

Un taux de recouvrabilité plus faible ou la défaillance de certains clients peuvent avoir un impact significatif sur les résultats futurs.

**- Impôts différés**

La reconnaissance des impôts différés actifs implique notamment des estimations sur les résultats fiscaux futurs du groupe d'intégration fiscal.

Le montant des économies d'impôt futures s'élève à 3 005 K€ au 30/06/2009 dont 882 K€ sont activés, compte tenu des perspectives de rentabilité du groupe.

S'il s'avérait que les résultats fiscaux futurs étaient sensiblement différents de ceux prévus pour justifier la comptabilisation des impôts différés actifs, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôts différés, ce qui aurait un effet significatif sur le bilan et le compte de résultat.

**- Indice de perte de valeurs et test de dépréciation**

Conformément à IAS 34, le test de dépréciation qui consiste à comparer la valeur nette comptable des Unité Génératrice de Trésorerie à sa valeur recouvrable, n'est réalisé que si la vérification des indices de pertes de valeurs aboutit à son déclenchement.

La revue des indices de perte de valeurs porte à la fois sur les écarts d'acquisition représentatifs du coût de mise en place et de développement du réseau de franchise, et sur les écarts d'acquisition relatifs aux achats d'agences. Elle consiste à vérifier sur un mois donné, l'évolution du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente : chiffre d'affaires de l'enseigne pour les écarts d'acquisition liés au réseau de franchise, et chiffre d'affaires de l'activité pour les agences.

Au-delà d'un taux de baisse de chiffre d'affaires défini par la direction, un test de dépréciation est réalisé pour s'assurer de l'existence ou non d'une dépréciation à constater. Les tests de dépréciation pratiqués au 30 juin 2009 n'ont pas conduit à la constatation d'une dépréciation.

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée se montent à 7 295 K€ au 30 juin 2009. Aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2009.

**- Actifs incorporels et écarts d'acquisition**

Un écart d'acquisition de 516 K€ a été comptabilisé au 30 juin 2009 dans le cadre des regroupements d'entreprises de l'année décrit en note 4. En utilisant des données de marché, des estimations ont été faites et des jugements ont été apportés afin de déterminer la juste valeur des actifs nets acquis et plus particulièrement les actifs incorporels.

Nous n'avons pas détecté d'indice remettant en question l'excédent de la dernière estimation de la valeur recouvrable de nos actifs sur la valeur comptable enregistrée.

**4 – Périmètre de consolidation**

<b>SOCIÉTÉS</b>	<b>Pourcentage d'intérêt</b>	<b>Méthode</b>	<b>Activité</b>
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés
SAPN	100 %	I.G.	Agences de location courte durée
EDA	99,94 %	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules et vente de services auprès des franchisés
HOLIDAY BIKES	100,00 %	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA et franchiseur deux roues
ADABOX	100,00 %	I.G.	Agence de location de Box
CANNADA	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
DEFENSE Location	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
ISSY Location	100,00 %	I.G.	Agence de location courte durée
NEUILLY Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
LIMOGES Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée

LILLE Location	52,00%	I.G.	Agence de location courte durée
NANCY Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
KEYVANNE	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
SAINT-TROPEZ Location	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée
BEZIERS Location	20,00%	M.E.Q.	Agence de location courte durée

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009, le groupe a acquis 48% de la société Nancy Location. La liquidation de la société Epifani Location (consolidée par mise en équivalence) a été clôturée le 28 avril 2009.

#### Acquisition d'agences lors du premier semestre 2009

Dans le cadre de son effort de développement de son réseau de franchisés, lors du semestre, ADA a fait l'acquisition de 5 nouvelles agences en propre (Montbéliard, Marseille St Charles, Marseille Madrague, Brie-Comte-Robert et Castelsarrasin) pour un investissement global de 434 K€.

Les acquisitions du 1<sup>er</sup> semestre 2009 ont pris la forme juridique d'une prise de contrôle d'agences seules. Ces transactions ont été traitées comme des regroupements d'entreprises selon IFRS 3 et ont donné lieu à une évaluation provisoire de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis, entraînant la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 429 K€ dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009, correspondant à des éléments non identifiables. Ces écarts d'acquisition seront testés selon IAS 36 lors de chaque clôture annuelle. Le montant alloué aux immobilisations est de 5 K€.

Les conséquences de ces acquisitions dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 sont :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 64 K€
- une amélioration du résultat net de 64 K€

Si ces agences avaient été acquises dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'impact sur les comptes consolidés résumés au 30 juin 2009 aurait été le suivant par rapport aux comptes présentés :

- une amélioration du Chiffre d'affaires de 144 K€
- une amélioration du résultat net de 144 K€

#### Acquisition de minoritaires lors du premier semestre 2009

Dans le cadre de son effort pour le développement du réseau ADA, le groupe peut être amené à acquérir auprès des minoritaires, une partie, voire même la totalité de leur participation dans des filiales du groupe.

L'acquisition d'intérêts minoritaire n'étant pas un regroupement d'entreprises (IFRS3), le référentiel actuellement en vigueur ne prescrit pas de traitement comptable spécifique pour ce type de transaction et elles sont donc traitées dans les comptes consolidés conformément à la norme IAS 8, selon la méthode « Parent entity extension » et peuvent entraîner la constatation d'un écart d'acquisition : il est le reflet des flux futurs de trésorerie attendus de la restructuration mise en oeuvre par ADA et rendue possible par la récupération à 100% du contrôle de ces entités.

Le montant des écarts d'acquisition constatés au cours de l'exercice dans le cadre de ces transactions s'élève à 87K€.

## 5 – Information sectorielle et saisonnalité

Au 30 juin 2009, la segmentation opérationnelle reste inchangée et se compose des secteurs « Location courte durée » et « Services du franchiseur ». La définition de ces segments est développée dans l'annexe aux comptes annuels 2008.

### Segments opérationnels

Le tableau suivant présente, pour chaque segment d'activité, des informations sur les produits des activités ordinaires et les résultats opérationnels au 30 juin 2009 et 30 juin 2008.

Dans le tableau ci-dessous, la "location courte durée" regroupe l'activité liée à la location de voiture via les agences détenues directement par ADA. L'activité liée au développement et à l'animation par ADA d'un réseau de franchisés est regroupée sous le nom de "services du franchiseur".

(en milliers d'euros)	Services du franchiseur		Location courte durée		Consolidé	
	30/06/09	30/06/08	30/06/09	30/06/08	30/06/09	30/06/08
Produits des activités ordinaires	17 757	15 177	838	3 172	18 595	18 349
Ventes à des clients externes						
Résultat opérationnel	1 445	2 044	-782	-1 630	663	413

## 6 – Produits et charges

### Charges de personnel

(en milliers d'euros)		30/06/09	30/06/08
Charges salariales		1 582	2 035
Charges sociales		650	1 037
Retraites		3	0
Charges liées aux paiements en action	note 19	6	33
<b>Total</b>		<b>2 241</b>	<b>3 105</b>

L'évolution de l'effectif moyen s'établit ainsi :

	30/06/09	30/06/08
Cadres	27	37
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	33	78
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>115</b>

La baisse de l'effectif moyen, amorcée fin de 2<sup>ème</sup> semestre 2008 (effectif au 31/12/2008 de 79), s'explique en grande partie par les mises en location gérance ou cessions de la quasi totalité des succursales.

### Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08
Gain/ Perte sur cession d'immobilisations incorporelles	109	0
Gain/perte sur cession d'immobilisations corporelles	29	0
Gains/perte sur cession d'immobilisations financières	34	0
Autres produits/frais de gestion	-22	26
Amendes	-66	-30
<b>Total</b>	<b>84</b>	<b>-4</b>

Les gains sur cession d'immobilisations incorporelles correspondent principalement à la cession des agences de Nancy et de Vincennes.

## 7 – Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08
Lignes de crédit et découverts bancaires	-120	-203
Charges financières au titre des contrats de crédit-bail	-122	-154
Intérêts sur comptes courants	0	0
<b>Total des charges financières</b>	<b>-242</b>	<b>-357</b>
Produits d'intérêts bancaires	0	0
Divers	14	34
<b>Total des produits et charges financiers</b>	<b>-228</b>	<b>-323</b>



## 8 – Impôts sur le résultat

La charge d'impôt au 30 juin 2009 et 30 juin 2008 est principalement composée de :

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08
<b>Compte de résultat consolidé</b>		
<i>Impôt exigible</i>		
Charge d'impôt exigible (IFA)	0	0
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	0	0
<i>Impôt différé</i>		
Afférents à la naissance et au renversement des différences temporaires	-87	49
Afférents à une diminution des taux d'impôt	0	0
<b>Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé</b>	<b>-87</b>	<b>49</b>

Les déficits fiscaux reportables non utilisés s'élèvent à 9 014 K€ au 30 juin 2009 contre 8 778 K€ au 31 décembre 2008. Ils représentent une économie future d'impôts de 3 005 K€ au taux actuel.

## 9 – Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des effets dilutifs des options de souscriptions.

### Méthode de calcul de l'effet dilutif:

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions. Cette méthode consiste à diviser le prix d'exercice des instruments de dilution en circulation, augmenté de la charge de stock-options restant à reconnaître, par le cours moyen de l'action sur la période et à déduire ce nombre d'actions propre ainsi calculé (que pourrait racheter la société avec ce prix d'exercice) du nombre d'options total pour trouver le nombre d'options dilutives à retenir pour le calcul du résultat dilué.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

### Résultat par action

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	376	359
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	1 669 442	1 667 844
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	0	349
Effets dilutifs sur attribution d'actions gratuites	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	1 669 442	1 668 193

Résultat par action	0.23	0.22
Résultat dilué par action	0.23	0.22

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives. En 2008 ainsi qu'au 30 juin 2009, l'effet dilutif est non significatif.

## 10 – Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques, licences	Droit au bail	Total
<b>Mouvements sur 2009</b>			
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>	<b>2 702</b>	<b>220</b>	<b>2 922</b>
Acquisitions	411	10	421
Cessions	0	- 25	- 25
Dotations aux amortissements	- 271	0	-271
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>2 842</b>	<b>205</b>	<b>3 047</b>
<b>Etat des immobilisations incorporelles au 31 décembre 2008</b>			
Coût (valeur comptable brute)	5 981	220	6 201
Amortissements et dépréciations cumulées	-3 279	0	-3 279
<b>Valeur nette comptable 31 décembre 2008</b>	<b>2 702</b>	<b>220</b>	<b>2 922</b>
<b>Etat des immobilisations incorporelles au 30 juin 2009</b>			
Coût (valeur comptable brute)	6 392	205	6 597
Amortissements et dépréciations cumulées	- 3 550	0	-3 550
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>2 842</b>	<b>205</b>	<b>3 047</b>

L'augmentation du poste « Marques, licences » est principalement due aux investissements liés au développement du système d'information du réseau d'agences et de la gestion de la flotte.

## 11 – Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écarts d'acquisition Réseau ADA	Écarts d'acquisition Sur achat isolé d'agence	Total
<b>Mouvements sur 2009</b>			
<b>Valeur nette comptable au 1er janvier 2009</b>	<b>2 967</b>	<b>3 882</b>	<b>6 849</b>
Acquisitions	87	429	516
Cessions		-70	-70
Pertes de valeur			
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>3 054</b>	<b>4 241</b>	<b>7 295</b>
<b>Etat des écarts d'acquisition au 31 décembre 2008</b>			
Coût (valeur comptable brute)	6 150	4 114	10 264
Dépréciations cumulées	-3 183	- 232	-3 415
<b>Valeur nette comptable 31 décembre 2008</b>	<b>2 967</b>	<b>3 882</b>	<b>6 849</b>
<b>Etat des écarts d'acquisition au 30 juin 2009</b>			
Coût (valeur comptable brute)	6 237	4 473	10 710
Dépréciations cumulées	-3 183	-232	-3 415
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>3 054</b>	<b>4 241</b>	<b>7 295</b>

L'augmentation correspond à l'acquisition au cours de l'exercice 2009 des agences de Montbéliard, Marseille St Charles, Marseille Madrague, Brie-Comte-Robert et Castelsarrasin En accord avec la norme IAS 36, ADA a vérifié les indices de perte de valeur sur les écarts d'acquisition et a effectué le cas échéant un test de perte de valeur, aboutissant à l'absence de constatation de dépréciations. Un test annuel sera réalisé au 31/12/09.

## 12 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Véhicules	Constructions	Autres Immob.	Total
<b>Mouvements sur 2009</b>				
<b>Valeur nette comptable au 1er janvier 2009</b>	<b>2 585</b>	<b>0</b>	<b>924</b>	<b>3 509</b>
Acquisitions	1 814	0	294	2 108
Cessions	- 1 403	0	- 135	- 1 538
Mvt de Périmètre			0	0
Dotations aux amortissements	-411	0	-85	- 496
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>2 585</b>	<b>0</b>	<b>998</b>	<b>3 583</b>
<b>Etat des immobilisations corporelles au 31 décembre 2008</b>				
Coût (valeur comptable brute)	3 030	169	2 347	5 546
Amortissements et dépréciations cumulées	-445	-169	-1 423	-2 037
<b>Valeur nette comptable 31 décembre 2008</b>	<b>2 585</b>	<b>0</b>	<b>924</b>	<b>3 509</b>
<b>Etat des immobilisations corporelles au 30 juin 2009</b>				
Coût (valeur comptable brute)	3 305	0	2 504	5 809
Amortissements et dépréciations cumulées	- 720	0	-1 506	-2 226
<b>Valeur nette comptable au 30 juin 2009</b>	<b>2 585</b>	<b>0</b>	<b>998</b>	<b>3 583</b>

## 13 – Titres mis en équivalence

Le groupe détient 20% d'intérêts dans la société Béziers Location qui exploite un fonds de commerce.

## 14 – Autres actifs financiers non courants

	31/12/08	Augmentation	Diminution	30/06/09
Prêts au personnel et autres prêts	181		2	179
Dépôts et cautionnements	346	38	50	334
Divers	0	15		15
<b>Total</b>	<b>527</b>	<b>53</b>	<b>52</b>	<b>528</b>

## 15 – Créances clients

Les créances ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 60 jours.  
Les créances clients nettes s'élèvent à 11 878 K€, ces créances ont une échéance à moins de 1 an.

Balance âgée Clients au 30/06/09 :

Total au 30/06/2009	Non échu	30 jours	60 jours	Plus de 90 jours
11 878	7 770	1 362	670	2 076

## 16 – Autres créances et actifs d'impôts exigibles

	30/06/09	31/12/08
Créances fiscales et sociales	2 600	2 245
Créances vis-à-vis des constructeurs	5 176	4 614
Débiteurs divers	3 285	2 543
<b>Sous-Total</b>	<b>11 061</b>	<b>9 402</b>
<b>Actifs d'impôts exigibles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>11 061</b>	<b>9 402</b>

Les créances envers les constructeurs correspondent aux engagements fermes de rachat des constructeurs dans le cadre des ventes de véhicules. L'augmentation de ce poste s'explique par l'effet saisonnier des besoins en véhicules qui sont plus importants en fin de premier semestre qu'en fin d'année. L'augmentation des créances liées à cette clause de buy-back, a pour contrepartie une augmentation des dettes financières et des dettes constructeurs à court terme (notes 21 et 22).

Les débiteurs divers correspondent principalement à

- des créances sur les assureurs dans le cadre de recours suite aux sinistres pour 1 220 K€ (vs 841 K€ en 2008),
- des comptes courants et divers pour 52 K€ (vs 215 K€ en 2008),
- des produits à recevoir suite aux ventes de fonds pour 1 133 K€ (vs 965 K€ en 2008),
- des avances et acompte versés pour 502 k€

## 17 – Charges/Produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent notamment à des loyers immobiliers et à des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur.

Ce poste comprend également la quote-part d'écotaxe rattachée aux coûts de détention à venir des véhicules.

Les bonus sur acquisitions de véhicules sont traités comme des subventions selon IAS 20 et sont donc étalés sur la durée de détention de ces véhicules. Le poste « produits constatés d'avance » comprend la quote-part des bonus restant à constater.

## 18 – Trésorerie nette

La trésorerie nette se décompose des éléments suivants :

	30/06/09	31/12/08
Comptes bancaires débiteurs	2 131	2 636
Soldes créditeurs bancaires	- 5 191	- 3 725
<b>Trésorerie nette</b>	<b>- 3 060</b>	<b>- 1 089</b>

## 19 – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes et réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
<b>Capitaux propres au 31/12/08</b>	<b>2 537</b>	<b>824</b>	<b>3 361</b>	<b>-148</b>	<b>3 213</b>
Résultat		376	376	-28	348
Réserves stock-options		6	6	0	6
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires				88	88
<b>Capitaux propres au 30/06/09</b>	<b>2 537</b>	<b>1 206</b>	<b>3 743</b>	<b>-88</b>	<b>3 655</b>

Au cours du premier semestre 2009, aucun dividende n'a été distribué.

Aucun nouveau plan d'émission d'option donnant droit à l'achat d'actions et/ou à la souscription d'actions nouvelles de la société n'a été mis en place depuis la clôture au 31/12/08.

Réserves de stocks Options (plans existant au 31/12/08)

La charge cumulée au 30 juin 2009 depuis l'attribution des options et actions gratuites s'élève à 203 K€ sans impact sur les capitaux propres totaux puisque la réserve de stocks options est créditée en contrepartie de la charge constatée au compte de résultat. La charge constatée dans le résultat du semestre s'élève à 6 K€.

## 20 – Provisions

	31/12/08	Mouvement de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	30/06/09
Provisions pour risques et litiges	171					171
Provisions pour impôts	0					
Provision Indemnité départ en retraite	60		3			63
<b>Total provisions non courantes</b>	<b>231</b>		<b>3</b>			<b>234</b>
<b>Total provisions courantes</b>	<b>84</b>		<b>15</b>	<b>44</b>		<b>55</b>
<b>Totaux</b>	<b>315</b>		<b>18</b>	<b>44</b>		<b>289</b>

Les provisions courantes correspondent principalement à une provision pour frais de remise en état contractuellement dus en fin de période de location des véhicules pour 55 K€.

## 21 – Emprunts et dettes financières

	30/06/09	31/12/08
Dettes financières à long terme de crédit-bail	1315	1 607
Dettes financières à long terme auprès des établissements financiers	0	0
<b>Total des dettes financières à long terme</b>	<b>1 315</b>	<b>1 607</b>
Dettes financières à court terme de crédit-bail	550	516
Dettes financières à court terme sur lignes de crédits	5 742	5 188
Soldes créditeurs bancaires	5 191	3 725
<b>Total des dettes financières à court terme</b>	<b>11 483</b>	<b>9 429</b>
<b>Total des emprunts et des dettes financières</b>	<b>12 798</b>	<b>11 036</b>

Les dettes financières sur lignes de crédit correspondent essentiellement au financement des acquisitions de véhicules, qui prennent la forme soit d'acquisitions fermes, soit d'acquisitions avec engagement de rachat par les constructeurs de ces mêmes véhicules. Dans ce dernier cas, la contrepartie de ces dettes financières correspond d'une part, à une créance à hauteur de l'engagement de rachat, et d'autre part, à des charges de loyers à étaler sur la durée de détention des véhicules (cf. notes 16 et 17).

## 22 – Dettes fournisseurs et autres passifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/09	31/12/08
Dettes fiscales et sociales	2 835	3 175
Dettes vis à vis des constructeurs	471	3
Comptes courants créditeurs	10 274	10 274
Avoirs à émettre	54	101
Dettes diverses	358	6
<b>Total des autres passifs courants</b>	<b>13 992</b>	<b>13 559</b>
Dettes fournisseurs	10 743	8 400
<b>Total</b>	<b>24 735</b>	<b>21 959</b>

L'ensemble des dettes n'a pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détections de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours.

Le compte courant sans échéance vis-à-vis de la société mère a été classé en autres passifs courants.

## 23 – Autres engagements

Engagements sur locations de véhicules :

	Total 30/06/09	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total 31/12/08
<b>Engagements donnés :</b>					
Créances mobilisées envers la banque	0	0			64
Paiements sur contrats de location simple envers les étab. financiers	12 879	11 147	1 732		11 754
<b>Engagements reçus :</b>					
Paiements sur contrats de location simple de la part des franchisés	13 992	11 686	2 306		12 193

Une partie de la flotte fait l'objet de contrats en location simple dans le cadre de montages structurés tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur. Dans le protocole d'accord le constructeur s'engage à reprendre le véhicule à la fin de la période de location au prix d'une valeur résiduelle contractuelle.

Engagements sur contrat de crédit-bail :

La valeur brute des immobilisations financées est de 3 597 K€, le montant des amortissements est de 1 841 K€ et la valeur nette au 30 juin 2009 s'élève à 1 756 K€.

Le montant des redevances payées au cours du premier semestre s'élèvent à 420 K€, le montant des redevances restant à payer s'élèvent à 2 517 K€, dont 840 K€ à moins d'un an.

Cautions bancaires

Au 30/06/09, aucune nouvelle caution bancaire n'est à ajouter à la liste des cautions bancaires données dans l'annexe au 31/12/08.

## 24 – Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est G7 Entreprises, l'ultime société mère du groupe est la SAS Copag.

Le groupe entretient des relations avec des filiales du groupe G7 Entreprises et avec son Conseil d'Administration.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées lors du premier semestre 2009 :

(en milliers d'euros)	Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
<b>Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA</b>				
Copag	15	150	8	179
G7 Entreprises	-	187	-	10 620
<b>Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA</b>				
NEP Services	-	42	-	8
Assistance et Conseil	3	84	-	129
Pragmatik	16	235	3	353
Foncière G7 Entreprises	4		3	
SNGT	-	-	-	-
Homebox	47	-	18	
Sérénis	-	71	-	34
Novarchive	12	33	-	8
MGF	-	3	1	-
MGF Conseil	32	-	4	-
MGF Sud Ouest	16		2	
MGF TMS		7	-	7
MGF Ile de France	6	30	2	37
MGF Nord	46		6	
MGF Provence	35		11	
MGF Rhône Alpes	19		2	
Allo Taxi	10	10	5	4
Total Général	261	852	65	11 353

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix du marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Il n'y a pas de rémunération allouée au titre de la période aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction et de surveillance.

Les options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction restent inchangées par rapport au 31 décembre 2008 et sont au nombre de 41 691. Une charge a été enregistrée au 30 juin 2009 pour 6 K€ concernant ces options de souscription.

## 25 – Objectifs et politiques de gestion des risques

Au 30 juin 2009, il n'existe pas d'autre risque que ceux déjà existant au 31 décembre 2008.

## 26 – Evénements importants postérieurs à la clôture

Néant.

## RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

### Activité de l'enseigne

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2008	1 <sup>er</sup> semestre 2009	Variation
Franchisés et locataires gérants	40,7	42,2	+ 3,7%
Succursales	2,8	0,8	- 71,4%
<b>Chiffre d'affaires de location de véhicules enseigne</b>	<b>43,5</b>	<b>43,0</b>	<b>- 1,1%</b>

Le chiffre d'affaires location de l'enseigne ADA au 30 juin 2009 s'établit à 43 M€ et se décompose comme suit : 42,2 M€ pour les franchisés et locataires gérants et 0,8 M€ pour les succursales.

### Comptes semestriels (en normes IFRS)

Chiffres consolidés :

(En millions d'euros)	S1 2008	S1 2009	Variation
Services du franchiseur	15,1	17,8	+ 17,9%
Courte durée	3,2	0,8	- 75%
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>18,3</b>	<b>18,6</b>	<b>+ 1,6%</b>

### Principes et méthodes comptables

Nous vous renvoyons à la note 2 de l'annexe aux comptes condensés.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit au 30 juin 2009 à 18.6 M€ en progression de 1,6 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008. Suite à la mise en franchise de la quasi-totalité des succursales en 2009, le chiffre d'affaires de la courte durée s'établit à 0,8 M€ contre 3,2 M€ en 2008. La forte progression de l'activité franchiseur est liée à la poursuite du déploiement du réseau (avec 11 ouvertures nettes dans le segment « Villes »).

Grâce au renforcement de son positionnement de proximité et de loueur à petit prix, le réseau ADA enregistre un bon maintien de son activité par rapport à 2008, tirant notamment profit du développement de son offre Internet.)

### Résultats

(En millions d'euros)	S1 2008	S1 2009	Variation en M€
Résultat opérationnel	+ 0,41	+ 0,66	+ 60,9%
Coût de l'endettement financier net	- 0,32	- 0,22	+ 29,4%
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>+ 0,36</b>	<b>+ 0,38</b>	<b>+ 5,56%</b>

Le résultat opérationnel s'établit à 0,66 M€ contre + 0,41 M€ au premier semestre 2008. Cette amélioration de la rentabilité globale s'explique principalement par les effets de la très forte réduction de l'activité en propre et par les bénéfices tirés du renforcement du réseau de franchisés.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 0,22 M€ contre 0,32 M€ au premier semestre 2008, bénéficiant notamment de la baisse des taux directeurs.

Le résultat net part du groupe du premier semestre s'établit à 0,38 M€



## **Situation Financière**

La dette financière du groupe se monte à 12,8M€, en augmentation de 1,8 M€ par rapport au 31 décembre 2008, principalement utilisée pour financer les acquisitions de nouvelles agences pour 0,4 M€ et la flotte nécessaire à l'activité du réseau lors de la période estivale.

## **Perspectives**

Les performances réalisées au cours du semestre confirment le bien-fondé des axes de développement mis en œuvre par le groupe : augmentation et diversification des offres, réduction du nombre d'agences gérées en propre et renforcement du segment de marché de proximité par rapport au segment du déplacement essentiellement en aéroport et gares.

## **Principaux Risques et Incertitudes**

### Risques liés à l'activité

Le marché de la location de courte durée reste sensible à des facteurs exogènes tels que la consommation des ménages ou des mesures sanitaires restrictives qui pourraient être prises dans le cadre d'une pandémie de la grippe A (H1N1).

### Autres risques

Les principaux risques et incertitudes sont identiques à ceux présentés au point 3 de l'annexe des comptes condensés du Groupe.

## **Transactions avec les parties liées**

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans la note 24 de l'annexe aux comptes condensés

## **Informations sur la société-mère**

(en référentiel français).

Le compte de résultat de la société mère pour le premier semestre 2009 fait ressortir un bénéfice de 887 K€ contre un bénéfice de 820 K€ en 2008.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 s'établit à 9,8 M€ contre 6,5 M€ au premier semestre 2008.

**Attestation du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Clichy, le 29 juillet 2009.

Christophe PLONEVEZ  
**Directeur Général**

**A.C.E.**  
**AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE**  
5, avenue Franklin-Roosevelt  
75008 Paris  
S A au capital de € 200 000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG et Autres**  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S A S à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## ADA

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L 451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ADA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 – Principes comptables et modalités de consolidation des notes annexes aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

A C E  
AUDITEURS ET CONSEILS D'ENTREPRISE

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud Dieumegard

Bruno Gérard